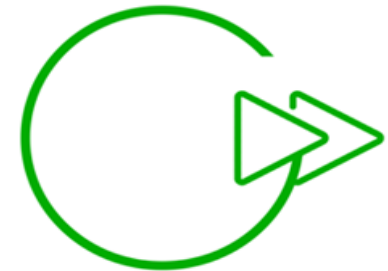


Pacte Vert – Semestre Européens: Une règle d’or “verte” pour faire le lien

Présentation du 13 Janvier 2020
À l’intergroupe “Pacte Vert Européen ”
Du Parlement Européen



GREENTERVENTION

www.greentervention.eu



Semestre Européen – Pacte Vert: Les liens

Lien financement

La mobilisation de financements au niveau national est nécessaire pour combler l'écart entre le Pacte Vert, 100 milliards € par an and les besoins estimés de 260-300 milliards (1,9% - 2,1% du PIB) pour la seule transition énergétique.

Lien gouvernance subsidiarité

Quelle que soit leur origine – européenne ou nationale, publique ou privée, prêts ou subventions - les financements seront orientés par des décisions de politiques réglementaires, fiscales, de subventions, ou d'investissement prises principalement à un niveau national ou sub-national.

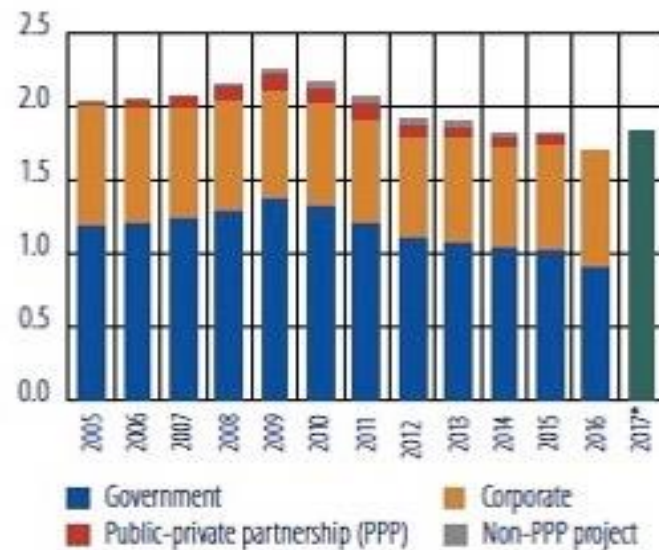
Cohérence des programmes

Les deux piliers de gouvernance, l' « Union Energie – Action Climatique » avec les Plans Nationaux Energie Climat, et le Semestre Européen avec les recommandations sous le Pacte de Stabilité et de croissance doivent se renforcer mutuellement

L'État et les infrastructures important

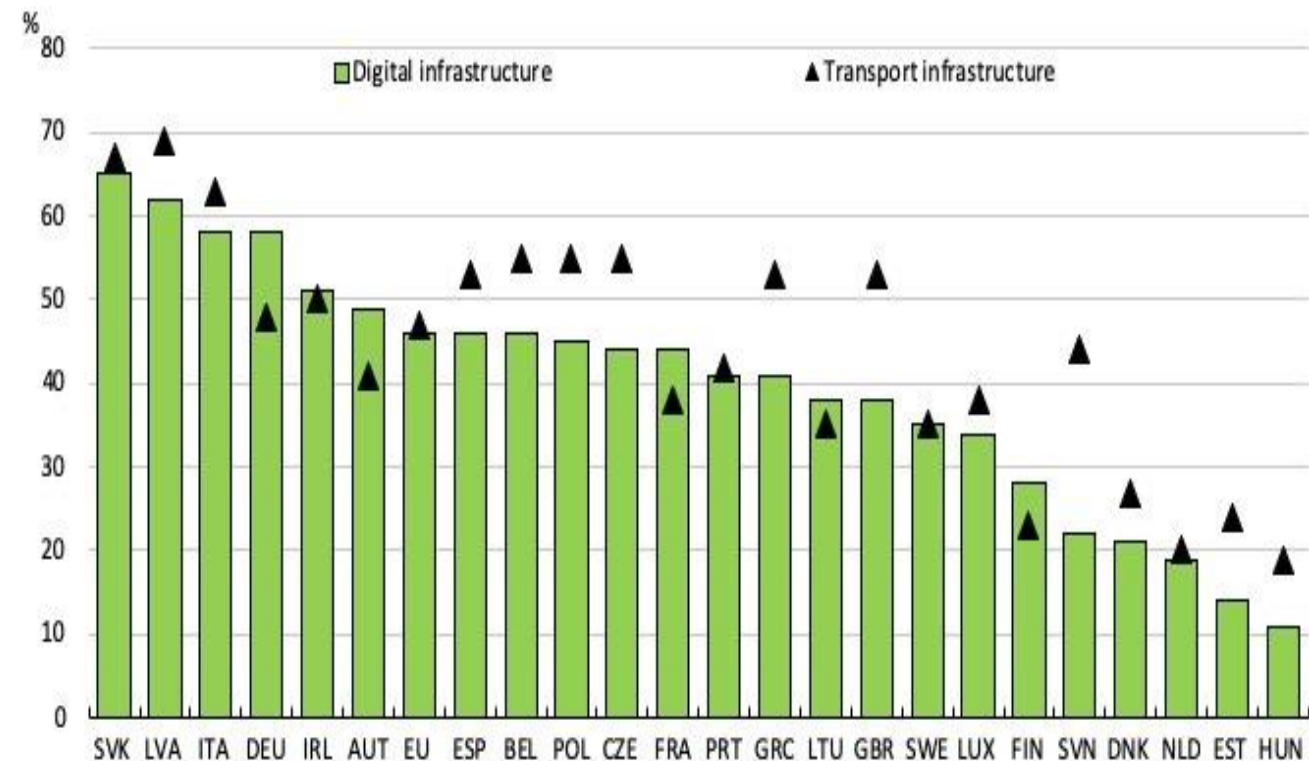
(Source EIB)

Figure 8
EU infrastructure investment
by institutional sector (% of GDP)



Note: Based on Eurostat, Projectware, EPEC data. Data for 2017 are provisional. Data are missing for Belgium, Croatia, Lithuania, Poland, Romania and the United Kingdom. Source: EIB Infrastructure Database.

Figure 4 Firms reporting that infrastructure is an obstacle to their investments (%)



Source: European Investment Bank Investment Survey, 2018.

La réforme nécessaire des règles budgétaires



POUR MIEUX REMPLIR LEUR
MISSION HISTORIQUE, UN CADRE
STABLE ET LÉGITIME POUR DES
ACTIVITÉS SOUTENABLES



POUR ÊTRE COHÉRENTES AVEC
LE PACTE EUROPÉEN VERT



UNE RÈGLE D'OR BUDGÉTAIRE
POUR LES INVESTISSEMENTS
VERTS EST INDISPENSABLE

Des règles budgétaires



Dans une union économique et monétaire ouverte avec des pouvoirs budgétaires fragmentés des règles budgétaires sont une nécessité: pour la clarté des orientations budgétaires de moyen terme; pour la cohérence des politiques nationales; pour atténuer



Les règles budgétaires doivent assurer la cohérence des politiques budgétaires nationales avec les objectifs de l'Union Européenne



Le Traité prescrit deux nombres et laisse de la marge pour les transcrire dans des règles.



Dans l'état des règles, les deux dimensions du Pacte de Stabilité et de Croissance sont mises en danger par le dérèglement climatique



Après les cygnes noirs, l'arrivée des cygnes verts

Événements hors attentes régulières, avec des dommages
potentiels immenses

Ce que nous savons

La nature rend les coups

et

“Les dommages causés
par un dérèglement
climatique non atténué
seront élevés et la
probabilité d'évènements
catastrophiques n'est pas
négligeable” (FMI, 2019)

Leçons apprises: Objectifs du Traité

(Citation: Commission Européenne, Communication (2020) 55, Réexamen de la gouvernance économique)

3%

- « ..en 2018, tous les États membres respectaient la limite de 3 % du PIB fixée pour le déficit. 16 États membres ont également atteint leur objectif budgétaire à moyen terme ou en sont proches.. »

60%

- « Le niveau de la dette publique est à présent (à nouveau) inférieur à 60 % du PIB dans la moitié environ des États membres, mais il se maintient aux alentours de 100 % du PIB ou (largement) au-delà dans d'autres, qui représentent une part importante du PIB de la zone euro. »

Leçons apprises: Objectifs politiques et économiques

(Citations: Commission Européenne, Communication (2020) 55, Réexamen de la gouvernance économique)

Légitimité

- “ce haut degré de sophistication du PSC ...a également accru sa complexité et réduit sa transparence “

Stabilisation

- “Néanmoins, les politiques budgétaires des États membres sont restées largement procycliques. ”. C’est à dire, elles ont amplifié les fluctuations.

Orientation de moyen terme

“ l’accent a moins été mis sur la planification à moyen terme”

Leçons apprises: Objectifs politiques et économiques

(Citations: Commission Européenne, Communication (2020) 55, Réexamen de la gouvernance économique)

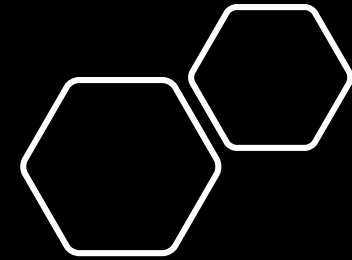
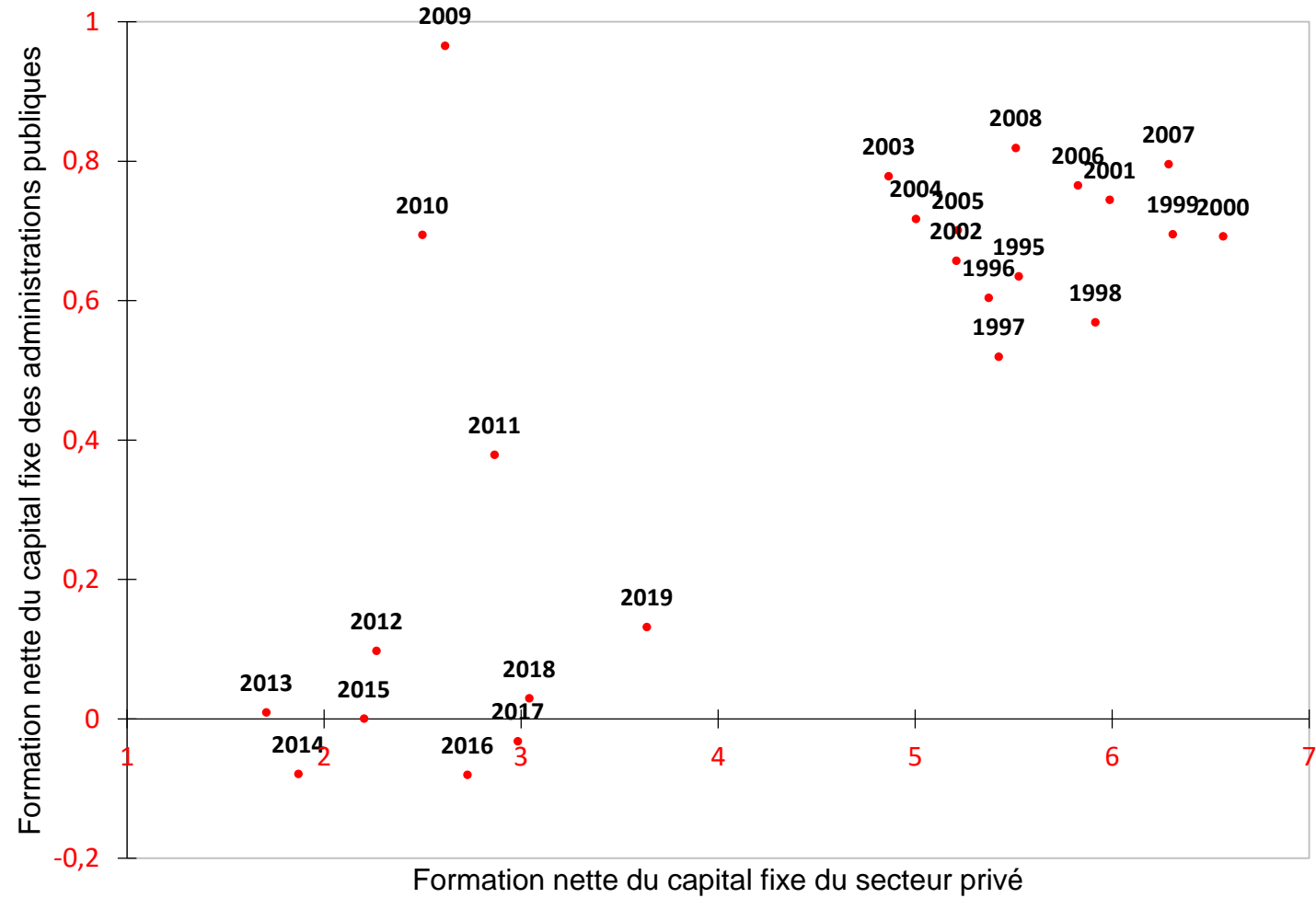
Traitement symétrique des Etats-Membres

- (le Pacte de stabilité) a mis en place des procédures destinées à corriger les déficits publics élevés en termes de seuils nominaux, mais il ne peut pas imposer des politiques budgétaires visant à soutenir l'activité économique.
- => Pas d'espace pour une politique budgétaire pro-active

Priorité à l'investissement

- “Dans l'ensemble, toutefois, le cadre budgétaire actuel n'a pas empêché une baisse du niveau de l'investissement public ”

Formation nette de capital fixe des administrations publiques et du secteur privé (en % du PIB)



Contexte macroéconomique changé



Taux d'intérêt historiquement bas
(proches de zero ou négatifs)




Néanmoins, investissements
privés et publics bas et épargne
élevée



Economie durablement
déprimée, incapable de faire
face aux défis du futur

Budgets publics, coût de l'inaction et tragédie de l'horizon temporel

Dépenses nettes faibles aujourd'hui  **Coûts humains et dommages financiers plus élevés demain**

- Investissements dans des infrastructures résistantes au dérèglement climatique, gestion de l'eau
- Subventions en soutien de la transition agricole, relocalisation côtière
- Transition juste: cohésion régionale et sociale
- Taxes carbone avec un effet déclinant sur les revenus de long terme (si succès) à un rythme incertain
- Revenus du système d'échange des droits d'émission (idem)
- Subventions pour la transition vers une énergie décarbonée (bâtiments, transport, production/distribution de l'énergie)

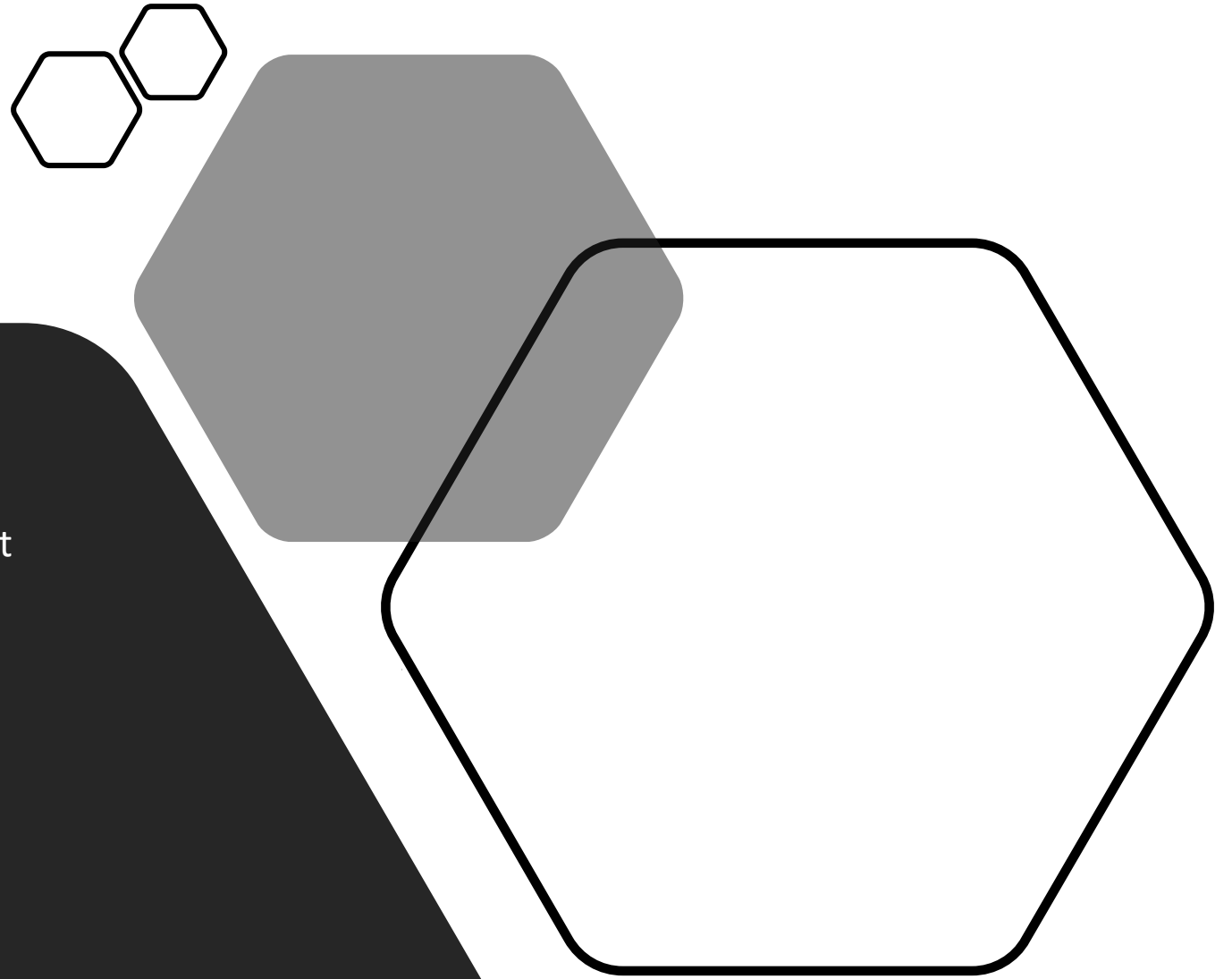
- Remplacement des immeubles/infrastructures endommagés
- Transferts aux ménages affectés par des événements naturels extrêmes
- Passifs éventuels explicites (garanties de l'État pour des risques assurantiels)) ou implicites (institutions financières en faillite)
- Réduction des revenus fiscaux (activité durablement plus faible ou événements extrêmes)
- Dépenses de santé plus élevées
- Taux d'intérêt plus élevés en raison des incertitudes accrues

Aucun magicien
ne peut
garantir des
politiques de
transition
efficaces et, en
même temps,
équilibrées
financièrement

-
- « *Nous pouvons/devons financer les nouvelles dépenses vertes avec une réduction des dépenses brunes* » **ne tient pas pendant la période de transition**
 - **Des subventions dommageables devraient être réduites et la fiscalité carbone augmentée selon un calendrier socialement et politiquement soutenable**
 - **Ce calendrier ne devrait pas contraindre ce qui doit être fait dans d'autres secteurs de l'économie et de la société (isolation de bâtiments, transport, énergie)**
 - **Penser en termes de budgets équilibrés pendant la transition est contreproductif et anti-économique, surtout en période de taux d'intérêt bas**

Deux objectifs supérieurs? Deux règles !

- Renoue avec la régularité et arrête au « Stop et Go »
- Reconnais qu'il existe deux biens publics à préserver
 - Soutenabilité de la dette
 - Soutenabilité environnementale et urgence climatique



Discipline budgétaire



Abandonne les règles actuelles fondées sur un modèle macroéconomique défaillant pour une règle simple, transparente et facilement communicable



Adapte les rythmes d'ajustement requis au context macroéconomique déprimé, au manque d'investissement et à la faiblesse des taux d'intérêt



Discussion entre “experts” est engagée.

Discipline pour les investissements

- Dépenses budgétaires programmées sous les “programmes nationaux énergie climat” sont sécurisées et déduites du déficit pertinent pour la règle budgétaires jusqu’à un certain pourcentage du PIB fixé pour une période 7 ans.
- Le pourcentage convenu dépend de deux facteurs: deviation du chemin cible de décarbonisation et niveau de la dette
- Le pourcentage est un minimum (peut et doit ad minima)



Pas seul

OUI:

le changement climatique et financer l'ensemble des politiques par la dette publique. Les deux règles prises ensemble peuvent conduire à un niveau de dette supérieur à celui qui résulterait de la seule règle "discipline budgétaire"

"Combattre le dérèglement climatique et financer l'ensemble des politiques avec de l'endettement public pourrait être la porte de sortie pour les décideurs des économies avancées" (trad.)

Banque de France, Banque des règlements internationaux, 2020, The Green Swan



Noter la reform AAA

- **A**bandonne la méthodologie complexe et défailante de l'output gap pour une règle simple et transparente renforçant la légitimité, réduisant la probabilité de politiques déstabilisantes et incitant une programmation à moyen terme.
- **A**dapte les rythmes imposés d'ajustement du déficit public et de la dette publique au nouveau contexte macroéconomique (taux d'intérêt réels bas, investissements privés bas, taux d'inflation plus bas que la cible)
- **A**dopte une Règle d'Or Verte pour sécuriser des dépenses validées au niveau européen en soutien d'une transition énergétique juste (Plans Nationaux Energie Climat)

Vers une règle d'or « verte » robuste

	Caractéristiques principales	Focalisation sur les engagements changement climatiques de Paris	Dépend du montant des financements sur le budget européen reçus	Réduit Stop et GO; stabilise la demande au cours du cycle	Favorise la programmation à long terme (tragédie des horizons)	Symétrie du traitement des pays	Examen par les pairs de l'éligibilité des dépenses
Clause de flexibilité actuelle	Dans certaines circonstances, le co-financement de projets financés par les fonds communautaires sont déductibles	Non.	Oui	Non; seule une déviation temporaire du chemin vers l'objectif à moyen terme est autorisée; utilisation seulement en cas de recession.	Pas au delà de l'incitation pour accéder aux fonds communautaires	Soulage la contrainte sur les pays à dette "élevée"; pas d'impact sur pays à dette "basse"	Basé sur les critères d'éligibilité aux fonds européens + "évaluation de l'impact sur le potentiel de croissance (?)
Proposition du Conseil Budgétaire Européen	Même comme ci-dessus, + permet la déductibilité de dépenses complémentaires liées aux projets co-financés	Non	largement	Non (voir ci-dessus)	Plus que la règle actuelle, mais reste liée aux fonds européens	Soulage la contrainte sur les pays à dette "élevée"; pas d'impact sur pays à dette "basse"	idem + évaluation de la relation avec un projet financé par fonds européens
XXX Règle d'Or pour investissements verts, préserver le capital naturel et protéger l'économie contre les aléas climatiques	Identification des dépenses en soutien de la transition comme engagements sous les gouvernance Energie – Climat (Plans Nationaux) Sécurisation de ces dépenses jusqu'à x % du PIB (depend du pays) indépendamment de la règle budgétaire.	Oui	Non	Oui	Oui, dans le cadre de la gouvernance européenne "énergie-climat" et des "Plans Nationaux Energie Climat"	Pourrait contraindre également tous les pays à investir pour atteindre les objectifs "climat"	Basé sur des indicateurs d'input, d'output et de résultat convenus dans la gouvernance Energie Climat de l'UE. Relié à l'examen biennal de la mise en oeuvre des Plans Nationaux Energie Climat